

Evaluer l'innovation, l'hybridation et la transversalité: le cas de Solidarité

INTRODUCTION

Comment évaluer une pratique professionnelle dans un projet innovant et transversal, qui ne rentre dans aucune des catégories classiques de l'aide sociale? Comment mesurer le chemin parcouru par les bénéficiaires de ce projet, pour éventuellement « rectifier le tir » ?

C'est la demande qui nous a été adressée par une association qui, depuis 7 ans, a mis sur pied un projet différent, hybride, à l'intersection de plusieurs secteurs (insertion socio-professionnelle, aide à la jeunesse, organisations de jeunesse, santé mentale), mais aussi à l'intersection de multiples besoins des jeunes qu'il accueille (coup de pouce formatif, recherche de soi, besoin de réseau, besoin de se rendre utile, etc). Si de surcroît, l'association en question choisit de mélanger délibérément des profils de jeunes qui n'ont que peu de chances de se croiser habituellement, quels seront les dénominateurs communs sur lesquels l'évaluation devra porter ? Pour les trouver, nous avons choisi une formule hybride, elle aussi : un questionnaire individuel permettant une quantification statistique, un focus group confrontant en direct les points de vue d'anciens d'années différentes, et le point de vue extérieur d'un comité d'accompagnement, formé de professionnels des différents secteurs concernés.

Solidarité : le concept

Solidarité est un projet-pilote qui a vu le jour à Bruxelles en 2001, à l'initiative de l'AMO SOS Jeunes. Cette AMO, dans le cadre légal qui était le sien, ne pouvait accueillir que des jeunes de 0 à 18 ans. On constatait qu'un « trou » s'était créé pour les jeunes de plus de 18 ans qui, bien que très fragilisés, se trouvaient exclus du dispositif d'aide à la jeunesse et donc forcés de se tourner vers des dispositifs adultes tels que les CPAS ou vers des organismes d'insertion socio-professionnelle qui rencontreraient difficilement leurs attentes. Le point de départ de Solidarité a donc été la volonté de continuer à s'intéresser à ces jeunes en « fragilité sociale » et de plus de 18 ans et de leur permettre de s'inscrire dans un projet dynamique porteur de sens pour eux-mêmes. De là est apparue l'idée d'engagement citoyen à travers le volontariat considéré comme outil d'éducation et d'émancipation.

Visiblement, les jeunes ne sont pas uniquement intéressés par la consommation, l'occupationnel, l'assistantat, etc. En creusant un peu les investigations, on constate que le volontariat a des effets positifs pour les jeunes, mais que l'accès à celui-ci est souvent réservé à des jeunes plutôt favorisés. Ce type de projet étant effectivement plutôt porté par des familles au capital culturel élevé dans lesquelles les jeunes rencontrent relativement peu de

problèmes d'ordre scolaire, psychologique, social, culturel, etc. (pour être volontaire, le jeune doit en effet souvent faire la preuve qu'il est capable de porter un projet). A priori, le volontariat semble effectivement bien éloigné des modes culturels axés sur la consommation et des préoccupations axées sur l'insertion dans le marché du travail.

L'équipe de Solidarité a toutefois pris le risque de miser sur les potentialités intégratives du volontariat, sur le fait qu'il était porteur de sens pour beaucoup de jeunes et sur le modèle alternatif original qu'il propose en regard du système de consommation et du discours ambiant sur l'oisiveté des jeunes. D'une certaine manière, on peut dire que l'équipe s'est positionnée pour un dépassement des valeurs traditionnelles du type « famille, travail, vacances » pour des valeurs davantage centrées sur l'amitié, le temps pour soi, la solidarité.

De l'ensemble de ces constats est né le projet concret d'année citoyenne avec la mise en place d'une structure spatio-temporelle comportant trois volets d'activités (service à la collectivité, formation, maturation personnelle) et requérant de la part du jeune un engagement de 9 mois à temps plein.

Le projet s'adresse donc aux jeunes de 16 à 25 ans (s'ils sont encore soumis à l'obligation scolaire, il leur est possible d'obtenir une dérogation) et leur propose de réaliser un projet valorisant durant une année citoyenne de solidarité.

Les trois axes de travail

Des chantiers au service de la collectivité basés sur la thématique de la

citoyenneté et plutôt axés sur le « savoir-être ». Les volontaires sont regroupés en équipes encadrées par un responsable d'équipe, sur différents types de « chantiers » bénévoles. Ils vont, par exemple, rénover les locaux d'une association qui n'a pas les moyens de le faire, accompagner les plus démunis en distribuant des repas chauds, renouer les liens entre les générations en proposant des animations dans des maisons de retraite, aider à l'entretien de réserves naturelles, participer à un chantier international.

Un axe de formation visant à l'acquisition de compétences et de « savoir-faire » à la fois sur des thèmes généraux (respect de la différence, démocratie, éco-citoyenneté, etc.) et sur des apprentissages techniques (le B.A BA de la peinture ou du plafonnage par exemple) qui assurent un service de qualité sur les chantiers et pourront faciliter l'insertion socio-professionnelle du jeune (un module de sensibilisation aux techniques d'animation est également prévu);

Un temps de maturation, de réflexion à propos de « l'après Solidarité » pendant lequel le jeune réalise une sorte de bilan de ses compétences et de ses qualités; il apprend à mieux se connaître et à mieux s'orienter et réfléchit sur son projet de vie. Ce volet est renforcé en fin d'année, il permet d'« atterrir en douceur »; il est en outre organisé en collaboration avec l'Agence Locale pour l'Emploi à Bruxelles. À la fin de l'année citoyenne, le jeune pourra avoir accès à une bourse dont le but est de soutenir la réalisation de son projet personnel (stage en entreprise, passage du permis de conduire, reprise d'études, première installation, etc.).

Solidarité se veut un espace-temps différent pour prendre du recul et mettre ce temps à profit de manière valorisée et valorisante. Un des défis de Solidarité est de sortir de l'écueil de la discrimination positive et de dépasser les modes d'identification liés aux difficultés scolaires, aux différences ethniques, etc. et de faire vivre la mixité sociale (le projet accueille en effet autant des jeunes qui terminent leurs humanités que des jeunes en décrochage par exemple). Solidarité lutte contre toute forme de *ghettoïsation* en rendant effectif le décroisement, en permettant la rencontre et en travaillant sur les préjugés. Le principe est de travailler d'abord avec les compétences plutôt que sur les difficultés.

Les jeunes qui adhèrent au projet sont cependant souvent face à de grandes difficultés qui traversent plusieurs secteurs : insertion socio-professionnelle, problèmes familiaux, problèmes scolaire, etc.

L'ÉVALUATION QUANTITATIVE

Par Jacqueline Fastrès

Le temps était venu pour l'équipe de faire le point sur plusieurs années de fonctionnement.

Depuis sa création, Solidarité a encadré quelques 200 volontaires. Suffisamment donc pour envisager une évaluation quantitative de ses options méthodologiques, afin de sortir des ressentis de l'équipe, des retours verbaux à chaud des volontaires, afin donc de se donner le recul nécessaire pour mettre à plat (et éventuellement, remettre en question) des pratiques qui ont trouvé leur vitesse de croisière.

L'option a été de ne retenir que la période où les contenus et le modus operandi

étaient plus ou moins stabilisés, afin de comparer des choses comparables. L'étude porte donc sur 5 sessions successives, entre 2002 et 2007. Notons toutefois que les durées de ces sessions sont de deux types : 5 mois et 9 mois.

Le profil des jeunes de l'échantillon

Tous les anciens volontaires de ces sessions dont les coordonnées étaient à jour ont été contactés par courrier et par téléphone ; un questionnaire leur a été proposé, la démarche ayant été explicitée à chacun. 81 d'entre eux ont répondu, dont une majorité de garçons (70%). Près de la moitié de l'échantillon avait, au moment de l'entrée à Solidarité, entre 18 et 22 ans. Les pics se situent, pour les garçons entre 16 et 18 ans, et surtout entre 20 et 22 ans, et pour les filles, de 18 à 20 ans.

80% des jeunes sont domiciliés dans l'agglomération bruxelloise, 15% dans le Brabant wallon, et le reste vient de plus loin, mais ces données sont à relativiser puisqu'il s'agit des communes de domiciliation des volontaires, et qu'un certain nombre avait pris un kot à Bruxelles durant le volontariat.

92,5% des volontaires (soit 74) ont la nationalité belge, et parmi eux, 26 sont d'origine étrangère, soit 32% de l'échantillon total. Ces origines sont fort diverses puisque 14 nationalités sont citées.

Le cursus à Solidarité

5 sessions sont concernées par cette enquête, de 2002/2003 à 2006/2007. Le plus gros contingent des répondants (30%) se recrute dans la dernière session du volontariat (2006-2007). Les années antérieures sont représentées de manière assez homogène (entre 14 et 18% du contingent pour chaque session).



Dans chaque session, les jeunes sont répartis en 3 équipes d'octobre à juin. Une version courte du volontariat a été imaginée parce que l'institution était assaillie de demandes en janvier, après les abandons scolaires suite aux examens. C'était compliqué de déborder sur les vacances car l'idée était de permettre un emploi du temps en dehors de Solidarité, alors on a proposé une version courte, de février à juin. Les équipes sont de 8 parce que c'est le nombre maximum qu'on peut emmener en minibus dans les déplacements et aussi parce que c'est assez sur un chantier et pour assurer un encadrement efficace.

80,2% des jeunes ont suivi la formule longue (9 mois), et 18,5% la formule courte (5 mois). 77,8% de l'échantillon sont allés jusqu'au bout, 14,8% ont arrêté volontairement et 6,2% ont arrêté par suspension de la collaboration à l'initiative de Solidarité (ceci concerne 4 garçons et 1 fille).

Les abandons volontaires en cours de cursus sont plus nombreux dans la version longue du volontariat ; les abandons surviennent généralement le 5^e mois (soit à l'équivalent de la version courte).

Le profil scolaire des jeunes

La majorité des jeunes ont un diplôme de niveau secondaire inférieur (35,8%) ou supérieur (32,1%). Les très bas diplômes (niveau primaire) et les non-scolarisés représentent 20,9% de l'échantillon, tandis que les diplômés supérieurs sont présents pour près de 10%. Le diplôme secondaire inférieur est le plus fréquent chez les garçons, alors que les filles ont davantage le diplôme secondaire supérieur. Plus les volontaires sont jeunes, plus le diplôme est bas ; c'est aussi dans leurs rangs qu'on trouve ceux qui n'ont pas de scolarité du tout (5 jeunes).

La filière générale est la plus représentée (32,1%), suivie par les professionnelles (24,7%) et par les techniques de qualification (18,5%) et de transition (11,1%). Les filles sont plus nombreuses que les garçons dans la filière générale et en technique de qualification, et moins nombreuses dans le professionnel et le technique de transition. Aucune n'est non-scolarisée.

Une question concernant leur parcours scolaire a été posée aux jeunes. Elle comportait une forte part de subjectivité dans l'interprétation. En effet, un parcours « normal », par exemple, ne signifie pas la même chose pour les uns et les autres. D'un point de vue objectif, ces données sont donc à prendre avec réserve, mais elles sont précieuses pour rendre compte de l'état d'esprit des jeunes et de leur regard sur leur parcours au moment de leur entrée à Solidarité. A égalité, pour 30% chaque fois, un contingent de jeunes a connu de nombreuses réorientations, des changements d'écoles ou de filières, et un autre a connu un parcours normal. Un quart de l'échantillon a vécu l'absentéisme ou le décrochage, et 11% des échecs répétés et des redoublements. Deux tiers du contingent a donc vécu une scolarité perturbée. Le parcours dit « normal » est plus fréquent en fonction du niveau plus élevé de diplôme, dans les filières technique de transition et générale, et pour les filles. Les réorientations sont les plus nombreuses pour ceux qui ont le diplôme secondaire supérieur, dans les filières professionnelle et générale, et pour les garçons plus que pour les filles.

Les caractéristiques socio-familiales

63% des jeunes volontaires vivaient en famille chez leurs parents au moment

de leur incorporation. Le pourcentage ne diminue guère en fonction de l'âge, pour rester élevé jusqu'à 24 ans. Par contre, on observe une différence entre les filles et les garçons. Les filles sont beaucoup moins nombreuses que les garçons à vivre en famille (47,8% des filles contre 70,2% des garçons), mais près de 35% d'entre elles vivent soit seules, soit en couple.

63% des jeunes affirment n'être l'objet d'aucun autre suivi institutionnel au moment de leur arrivée à Solidarité. La forme de suivi la plus citée relève de la santé mentale, surtout chez les filles (26,1% des filles contre 14% des garçons). L'aide du CPAS est également davantage sollicitée par les filles (21,6% contre 8,8% des garçons).

Une question a été posée à propos du statut socio-économique des volontaires, mais s'est révélée inexploitable, étant donné les cumuls de statuts possibles (par exemple, en stage d'attente et à charge des parents), le nombre de non-réponses et les défaillances de mémoire pour les plus anciens. La manière dont les répondants, par ailleurs assez précis, ont panaché les réponses montre la confusion ressentie quant à un « statut » financier. Aucun des jeunes de l'échantillon ne travaillait à temps plein. Près de la moitié se déclarait à charge de leur famille, sans qu'on puisse vérifier si c'est totalement ou partiellement. On leur a également demandé si, en plus de leur statut, ils avaient d'autres sources de revenus. Le coup de main des parents arrive en tête (63%), et il est d'ampleur à peu près équivalente quel que soit le parcours scolaire, sauf pour ceux qui ont eu un parcours « normal », qui sont plus autonomes. L'aide parentale diminue aussi avec l'âge ; elle culmine entre 18 et 20 ans. Les petits boulots occasionnels et

l'hébergement par un petit ami sont plus fréquents chez les filles.

Les motivations des jeunes pour s'inscrire à Solidarité

Ce sont l'orientation par un service (28,4%) et les conseils familiaux (19,8%) qui amènent le plus de recrues à Solidarité. Ces deux biais caractérisent surtout les garçons. Le bouche à oreille du tout-venant (14,8%) est détrôné par l'intervention d'anciens volontaires (17,3%). Au total, c'est 32,2% des moyens d'information qui passent par ce biais direct du bouche à oreille. Les affiches et folders, internet et les articles dans la presse arrivent loin derrière.

La majorité des jeunes (82,7%) ont décidé d'eux-mêmes leur engagement dans l'année citoyenne. Les garçons sont davantage poussés dans le dos, et cette caractéristique augmente avec l'âge ; ce sont surtout les parents qui « sont derrière ».

Les volontaires ont été invités à classer par ordre d'importance les motivations qui les poussaient à s'engager. On peut constater que, au total, c'est vivre une expérience collective qui est la motivation la plus citée, suivie de ne pas rester à rien faire. Mais au rang 1, les jeunes citent d'abord la recherche d'une orientation, puis un engagement bénévole. Les motivations sont assez différentes également chez les filles et les garçons. Ce sont elles qui sont les plus nombreuses (52,2% contre 28,1% chez les garçons) à chercher un engagement bénévole et, dans les mêmes proportions, qui ont besoin de réfléchir sur elles-mêmes. Pas de non-réponses dans leurs rangs, alors que 22,8% des garçons s'abstiennent.



Les jeunes avaient-ils une alternative à Solidarcité ? La question était ouverte. L'alternative principale est la reprise d'études ou d'une formation, pour un quart d'entre eux (surtout les filles). Mais si on additionne les non-réponses, ceux qui n'ont aucune idée de ce qu'ils auraient fait et ceux qui disent qu'ils auraient « glandé », on obtient un total de 58% de jeunes qui n'avaient en fait pas d'alternative. 6,2%, surtout des garçons, estiment qu'ils auraient mal tourné.

Les effets de l'année citoyenne

L'impact positif est majoritaire (70,4% de oui absolument et de plutôt oui). Les mécontents sont plutôt des filles. La satisfaction est la plus importante pour ceux qui avaient comme motivation de vivre une expérience collective et de s'engager bénévolement. Ceux qui voulaient rompre une spirale d'échec, ou qui cherchaient une orientation à leur existence, sont également satisfaits. La majorité des réponses mitigées (oui et non, cela dépend des domaines) apparaissent dans les questions des orientations et dans celles de la réflexion sur soi-même.

La liste des composantes de l'année citoyenne a été proposée à la classification : qu'est-ce qui a produit le plus d'effets ? Au total, c'est le chantier qui a produit le plus d'effets, même s'il n'est cité en tête au rang 1 que pour 14,8% des jeunes. La vie de groupe, les rencontres avec des jeunes d'autres horizons et avec des partenaires associatifs arrivent largement avant les acquis de compétences et le suivi individuel. Ces deux items n'ont d'ailleurs été cités que par des jeunes ayant le diplôme secondaire inférieur. La bourse à projet a la faveur des diplômés du secondaire supérieur.

Dans quels domaines les jeunes ont-ils pu constater des effets ? L'apprentissage technique, qui arrive en seconde position au rang 1, n'est plus qu'en 6^{ème} position au total. Ce sont les jeunes qui ont le plus bas diplôme ou pas de scolarité et originaires des filières professionnelles ou assimilées qui sont les plus sensibles à cet aspect. Globalement, les effets les plus marqués du projet se situent au niveau de la prise de confiance en soi, de la réflexion sur soi-même et de l'image de soi. On constate des différences entre les deux types de modules. Dans la version courte, L'apport des apprentissages techniques, du travail sur le comportement et de l'apprentissage du travail en équipe, ainsi que l'image de soi et l'orientation de l'avenir sont plus importants que dans la version longue. A l'inverse, la confiance en soi, la capacité d'interaction avec les autres, la construction d'un réseau et l'amélioration des relations dans le réseau personnel ou familial gagnent à la longue durée. La différence des points de vue sur les aspects fonctionnels ou relationnels des acquis témoigne des besoins fort variés des jeunes et de la nécessité d'être attentif à mettre à leur disposition des opportunités diverses.

Majoritairement, ces effets ont été ressentis déjà pendant le bénévolat (63%) ou assez vite après (18,5%). Pour 12,3%, les effets ont été plus longs à se faire sentir. Ces effets ont un lien indirect avec l'expérience pour 49,4% des jeunes qui s'en sont senti mieux dans leur peau, ont pu faire des rencontres, etc. et un lien direct pour 29,6%. Ces effets n'étaient pas ceux attendus mais ont constitué une bonne surprise pour 51,9% des jeunes, 2,5% étaient déçus, et les autres ont reçu ce qu'ils attendaient. Les effets étaient at-



tendus surtout pour ceux qui sont très satisfaits de leur année. Pour les autres, c'était plus une bonne surprise. Les quelques impacts négatifs vécus sont liés à la difficulté de s'intégrer dans le groupe, au niveau des formations jugé décevant pour certains, à la déception liée à un renvoi, et à des raisons personnelles (petit copain jaloux).

L'après-solidarité

Immédiatement après Solidarité, soit dans les 6 mois qui suivent, proportionnellement dans leur catégorie, on peut constater les effets suivants.

- Les filles reprennent des études ou une formation ; les garçons reprennent des études, travaillent ou ne font rien (à égalité).
- Les jeunes qui ont suivi le cursus court reprennent plus des études ou ne font rien ; ceux qui ont suivi un cursus long reprennent des études, suivent une formation ou ne font rien.
- Ceux qui sont allés jusqu'au bout reprennent plus des études, ceux qui se sont arrêtés volontairement reprennent une formation ou travaillent, ceux qui ont été suspendus ne font rien.
- Ceux qui reprennent des études ont un diplôme d'études primaires, supérieur de type court, ou secondaire supérieur, ils viennent des filières générale ou professionnelle, ils ont eu de nombreuses réorientations ou changement d'écoles et de filières.
- Ceux qui ne font rien n'ont pas de scolarité ou un diplôme secondaire inférieur, viennent des filières professionnelle ou technique de qualification, ont connu de l'absentéisme ou du décrochage.

- Ceux qui reprennent une formation ont un diplôme secondaire supérieur, dans une filière technique de transition, et ont connu de nombreuses réorientations.
- Ceux qui travaillent ont un diplôme secondaire inférieur, en technique de transition, et ont eu un parcours normal.
- Ceux qui s'engagent dans un autre bénévolat ont un diplôme supérieur de type court, ont suivi une filière générale, et ont soit un parcours normal, soit des échecs répétés.
- Ceux qui ont un passage à vide sont de niveau secondaire supérieur, dans une filière générale, avec des échecs répétés.

A plus long terme, les filles, proportionnellement un peu plus que les garçons, retrouvent du travail. La reprise d'étude ou de formation reste les second et troisième débouchés, plus pour les garçons. Ces derniers restent les plus nombreux à ne rien faire. Travail, études ou formation sont plus nombreux proportionnellement chez ceux qui ont suivi le cycle court, les autres restant près de 15% à ne rien faire. Ceux qui ont suivi le cursus jusqu'au bout travaillent plus, ceux qui ont arrêté volontairement reprennent des études, ceux qui ont été suspendus ne font rien. Au niveau du profil scolaire, les bas diplômés ont du travail ou suivent des études ou une formation ; les passages à vide restent les plus importants pour les jeunes du secondaire supérieur ; le travail, les études ou l'engagement volontaire est l'horizon des diplômés du supérieur. Ceux qui n'ont pas de scolarité restent les plus mal nantis, puisque 80% ne fait rien un an après l'année volontaire.

Actuellement

Une question portait sur la situation actuelle des volontaires. Ces chiffres doivent être fortement relativisés, puisque l'échantillon comportait une importante proportion de volontaires de la dernière session, ce qui laisse peu de délai pour, par exemple, trouver du travail.

Actuellement donc 22% des jeunes sont à l'emploi, et près de 30% sont toujours sans emploi et dépendant du chômage ou du CPAS. 32% sont aux études ou en formation. Les « autres » sont des situations un peu hybrides ou temporaires (congé de maternité ou maladie, à cheval sur plusieurs statuts). Parmi les sans emploi, les garçons sont plutôt au chômage et les filles au CPAS. Le même pourcentage dans les deux sexes est aux études, mais plus de garçons que de filles sont en formation.

Les diplômés du primaire restent nombreux à être sans emploi, mais plus de la moitié de ceux qui n'avaient pas de scolarité ont un emploi. La reprise d'études se marque surtout pour les diplômés du secondaire supérieur.

Les filières professionnelles comptent le plus de personnes à l'emploi, la filière générale menant plus à la reprise d'études, et la technique à la reprise de formations.

Ceux qui ont eu un parcours scolaire normal sont les plus nombreux à travailler, ceux qui ont connu des redoublements reprennent des études, ceux qui ont connu de nombreuses réorientations travaillent.

Le regard sur Solidarité avec le recul

Avec le recul, l'impression majoritaire chez les volontaires est que ce temps était l'occasion de prendre du recul et de réflé-

chir à ce qu'ils voulaient faire (30,9% des réponses), et pour 19,8% c'était une occasion unique de se rendre utile et de s'engager. Pour 17,3%, c'était aussi l'occasion de rompre avec une existence qui ne tournait pas rond, et pour 7,4%, c'était l'expérience de la dernière chance. Les indifférents et les déçus sont minoritaires

Ce que ces jeunes ont trouvé à Solidarité et nulle part ailleurs, c'est surtout la rencontre avec des gens différents (27,2%), qui a marqué même si elle ne s'est pas toujours bien vécue ; ensuite l'ambiance du groupe, la diversité d'expérience et le soutien de l'équipe pour une valorisation de soi sont les items les plus nombreux. Pour les garçons, les rencontres et l'ambiance du groupe sont les éléments les plus importants. Pour les filles, outre les rencontres, leur avis est partagé entre la variété d'expériences, le soutien obtenu, l'ambiance, mais aussi la liberté. L'importance accordée à la variété d'expériences augmente avec le diplôme, de même que le soutien et la valorisation.

90,1% des jeunes recommanderaient l'expérience à leurs amis.

LES VERTUS D'UN TEMPS SUSPENDU. UNE ÉVALUATION DIALOGIQUE DU DISPOSITIF "SOLIDARITÉ"

Par Jean Blairon

Dans l'analyse que Jacqueline Fastrès a consacrée aux bénéficiaires du dispositif bruxellois « Solidarité », on trouve la confirmation qu'il existe bien un public de jeunes qui ne trouvent pas de place significativement profitable pour eux dans les dispositifs institutionnels existants. Trop âgés pour être pris en charge par l'aide



à la jeunesse, trop en difficultés ou peut-être trop isolés pour s'engager dans les organisations de jeunesse, trop éloignés de l'emploi pour être pris en charge dans les dispositifs d'insertion sociale et professionnelle.

L'enquête réalisée auprès des bénéficiaires du dispositif Solidarcité montre que ce manque institutionnel peut être comblé d'une façon à tout le moins satisfaisante par l'offre d'une « année citoyenne » : les effets engrangés sont globalement positifs et ce, compte tenu de la diversité sociale et culturelle du public qui est prônée par l'association.

Nous avons souhaité réaliser un « tour » supplémentaire, pour donner l'occasion à un petit groupe de stagiaires d'aborder les questions stratégiques d'évaluation à partir de leur vécu subjectif (ainsi que de celui de leurs compagnons de route). Partir de l'expérience vécue, sous le mode du récit et du débat collectifs, nous paraissait en effet de nature à permettre une approche partiellement complémentaire de l'enquête questionnaire.

Un groupe de volontaires a été réuni à cet effet, appartenant à des cohortes différentes. Une journée de débats a été pilotée par nous, dont la trame a été la suivante.

- Rappel par les responsables de Solidarité des choix qu'ils ont fait pour proposer aux volontaires le programme qu'ils ont vécu; définition de leur horizon d'attentes par rapport aux effets potentiels du programme. En d'autres termes, les responsables ont été invités à définir les orientations de leur engagement (les finalités de leur action) et les « mises » qui ont été les leurs pour tenter d'y parvenir (« on a parié sur ceci... »).

- Premier tour de réactions « individuelles »¹ des volontaires, à partir des questions suivantes :

« avec quel élément exposé vous sentez-vous le plus en phase ? » « Quel est dans votre expérience le plus grand écart constaté par rapport à ce que les responsables avaient prévu ou imaginé? » « De quoi ont-ils oublié de parler d'après vous (en référence par exemple au vécu « officieux » du programme ? »

- Réactions des responsables de l'association : demande d'éclaircissements, remarques complémentaires ou opposées, etc.

- Travail collectif sur les recommandations : « qu'est-ce qu'il faudrait garder, changer, ajouter, retirer... »

Nous allons relater ici les éléments saillants qui sont ressortis des échanges². Nous les formulons en « montant en généralité », dans la mesure où l'objectif prioritaire que nous poursuivons ici n'est pas de définir des recommandations aux cadres et aux instances de l'association (ce fut l'objet d'un débat en « comité d'accompagnement »), mais bien de tenter d'identifier une trame de questions qui peuvent concerner une série d'associations qui sont concernées, de près ou loin, par ce type de problématique, d'une part, et guider des promoteurs qui souhaiteraient tenter de mettre sur pied des expériences similaires, d'autre part.

Au-delà, sont concernées une série de représentations touchant le volontariat et le désintéressement, la jeunesse qui entre dans la zone floue, de plus en plus étendue semble-t-il, où il s'agit d'adopter des comportements d'« adulte » sans bénéficier nécessairement des moyens (écono-



miques, sociaux, culturels) qui sont inhérents à cet état.

1) Continuer à payer le prix institutionnel de la transversalité ?

Le projet initial de l'association se veut en effet, on l'a vu, à l'intersection d'une initiative « jeunesse » (offrir des occasions d'expérimentation sociale, culturelle, citoyenne), « insertion » (travailler au projet du jeune, dans une optique socio-professionnelle) et « aide à la jeunesse (voire santé mentale) » (aider de jeunes adultes en difficulté, même s'ils ne correspondent plus aux critères d'âge définis par le décret de 1991).

Un projet institutionnel qui souhaite se placer à l'intersection de plusieurs offres sectorielles risque évidemment de n'atteindre aucun des cibles que l'on souhaite ainsi articuler (de n'être ni assez large ni assez pointu, selon les secteurs considérés). En outre, l'image institutionnelle peut s'avérer brouillée, et le soutien des pouvoirs publics peut prendre la forme d'un carrousel sans fin (« ce serait plutôt l'autre qui devrait vous subventionner »).

Le vécu des volontaires réunis permet sans ambiguïté de déclarer que le choix de la transversalité doit être confirmé, au-delà des difficultés institutionnelles qu'il peut générer.

Du point de vue des volontaires, c'est bien le « cocktail » qui leur a été proposé qui leur a convenu en tant que tel. Ce constat pose d'ailleurs la question de l'écart qui peut exister entre ce type de demandes et les évolutions des modes de contractualisation entre associations et pouvoirs publics : ces modes semblent obéir à des logiques de catégorisations de plus en plus en pointues (logiques de « niches », actions

de plus en plus normées, notamment en termes quantitatifs – nombre d'heures, nombre de réalisations, etc.), alors même que les appels politiques à la « transversalité » sont de plus en plus nombreux... On pourrait même aller jusqu'au paradoxe : plus les déclarations de politique sociale et culturelle parlent de transversalité, moins les associations qui la pratiquent effectivement ont de chance d'être subventionnées...

2) La contrainte la plus forte : celle du temps

Les récits d'expérience des volontaires mettent en avant que les difficultés principales qu'ils avaient à affronter avant leur entrée dans le projet étaient liées au temps : pour beaucoup, l'expérience sociale du temps est celle d'un temps vide sans « à-venir », selon le mot de Pierre Bourdieu³. L'offre de Solidarité leur permet une autre expérience du temps, celle de ceux qui sont « tout à leur affaire », ce qui donne aux volontaires d'une part une caution (ils ne sont plus décriés pour leur inactivité) et un entraînement (une raison de se mobiliser).

Mais il convient de bien percevoir que ce deuxième vécu (être plongé dans le temps de ceux qui sont « tout à leur affaire ») a une fonction de mise en suspens jugée salutaire : il redevient possible de souffler, d'accumuler des expériences sans exigence de visée trop précise, d'échapper à l'obligation de se déterminer au plus vite.

La double face du vécu social du temps, pour les volontaires, est donc bien celle d'un temps rempli à court terme, mais libéré d'une contrainte jugée excessive de « détermination » individuelle (« décide-toi, prouve que tu as envie de travailler, etc.).

Ces propos nous permettent de mesurer le poids paradoxal des programmes qui prétendent offrir une aide à la projection dans l'avenir : ils constituent au moins dans certains cas une aggravation du problème plus qu'une solution à celui-ci.

3) Les deux sens du projet

Dans le droit fil de ces réflexions, il convient de distinguer deux acceptions très différentes du terme « projet », désormais omniprésent dans tous les programmes sociaux et culturels.

Une première conception du « projet » évoque la qualité d'une introspection : il convient par une interrogation fouillée de soi-même de trouver « l'accord profond » à partir duquel la trame d'un avenir pourra être esquissée. Cette conception postule au fond que ceux qui n'ont pas trouvé leur voie n'ont pas bien interrogé les tréfonds de leur personne⁴, d'une part, et, d'autre part, qu'une fois cette interrogation mieux réalisée, une voie ne pourra que se libérer et se réaliser.

La deuxième conception considère à l'inverse que le « projet » n'est que la conséquence, souvent peu prévisible, de tentatives multiples de « connexions » à des expériences que l'on n'aurait pas tentées parce que tout simplement les repères que l'on possédait ne permettaient pas de les imaginer.

Il est clair que nous trouvons dans la société d'aujourd'hui une prééminence critiquable de la première acception, dont on peut penser qu'elle n'est que le placage sur les moins favorisés de la fiction qu'aiment à entretenir à leur sujet ceux qui ont « réussi » : ils ne devraient leur succès qu'au courage de leur industrie,

elle-même présentée comme une « vocation ». Il peut effectivement être personnellement très valorisant de faire l'impasse sur les lois de la reproduction sociale et sur l'importance des capitaux dont on est de fait l'héritier, et qui expliquent bien des trajectoires...

En tout cas, pour les volontaires interrogés, c'est manifestement la deuxième acception qui a prévalu, et qui leur a permis de sortir d'une impasse où le cercle des chances était fort réduit, et celui des espérances variait entre le désenchantement et l'illusion.

4) L'affirmation de soi dans l'interaction

Les volontaires insistent aussi sur l'importance de la mixité sociale et culturelle des groupes, mais, il faut bien le dire, d'une manière qui tranche avec les propos éthérés qui font l'éloge magique de la différence. Manifestement, les interactions sociales dans les groupes ont été rudes et ont constitué une part importante de l'apprentissage ; les manières convenues de s'affirmer ont été battues en brèche : ni les manières codées de s'affirmer dans un groupe qui se structure sur une manière de transgression (et où l'affirmation de soi est au fond réglée par le collectif, sans guère de place pour l'individu), ni le privilège de l'introspection et de la singularité (où la dimension collective est de fait plutôt absente) n'ont pu être maintenus.

La distance sociale à réduire était manifestement grande et on sent que le travail de rapprochement a été pénible et a laissé beaucoup de traces.

On peut penser que la diversité des activités proposées a renforcé dans un premier

temps l'effet de distance : pratiquer des activités manuelles, pour une partie des volontaires, était fort éloigné de leur capital culturel et scolaire ; se confronter à des expériences d'animation l'était tout autant pour d'autres.

Il convient donc d'accorder sa juste place, en évaluant ce type d'expérience, au **couplage** mixité sociale/diversité des expériences, tel que ce couplage contribue à **désajuster** chacun de ses repères personnels : chaque volontaire a été amené à rencontrer des jeunes situés différemment dans l'espace social et ce, en étant obligé de se confronter à des activités dont son capital culturel tenait éloigné.

D'une certaine manière, en forçant le trait, il s'agit moins dans ce programme de tâter d'une diversité d'activités pour « se trouver », que d'expérimenter collectivement la distance d'avec soi, pour, dans un premier temps en tout cas, perdre ses repères habituels.

5) La citoyenneté, une plus-value ?

Il reste que pour certains jeunes, l'expérience de l'année citoyenne était celle de « la dernière chance » : les programmes institutionnels existants étant soit trop ciblés soit trop exigeants (nous entendons par là que certains programmes posent comme condition à l'inscription l'existence d'éléments qui ne pourront être acquis que grâce à l'action elle-même : être motivé, avoir un projet, être responsable, etc.).

A entendre les participants au « focus groupe », ce n'est en tout cas pas la finalité citoyenne (l'engagement désintéressé au service de la collectivité) en tant que telle qui produit les effets principaux.

Le caractère « citoyen » est porteur d'un capital symbolique fort, qui s'exprime dans le « statut » de volontaire. Ce point paraît essentiel pour initier et soutenir le processus : il apparaît comme la condition sine qua non des autres composantes, ou, en d'autres termes, comme la condition nécessaire mais non suffisante des effets positifs qui sont constatés ; les variables déterminantes paraissent être le travail sur le temps et les interactions initiées par le choc de la mixité sociale couplée à la diversité des « chantiers » proposés aux volontaires.

Ce point nous paraît majeur, à l'époque où certains pourraient être tentés de revitaliser un « service civil », qui ne s'opposerait plus au service militaire mais se substituerait à la prise en charge par la sécurité sociale de la (plus) longue transition vers le statut adulte.

6) Des controverses à trancher pour la suite du programme

Il est fréquent que l'évaluation d'un programme institutionnel à partir de l'écoute du vécu subjectif de ses bénéficiaires mette en lumière des éléments inattendus.

Ce fut le cas ici, dans la mesure où certains volontaires ont mis en avant une donnée d'expérience peu aperçue des responsables, qui leur pose une question stratégique difficile à résoudre.

Certains ont en effet évoqué que « l'après-Solidarité » était vécu comme un « trou noir », une expérience du vide difficile à vivre, assortie de l'impression d'un « retour à la case-départ », d'autant plus pénible que l'on avait pu penser avoir franchi l'obstacle.

Les choses sont exprimées comme suit : pendant un an on est « dans le mouve-

ment », on expérimente plein de choses, on peut réaliser des choses auxquelles on n'aurait jamais eu accès (exemple : un chantier international), puis est replongé dans un quotidien vide, seul avec soi-même.

Ce « trou noir » peut durer un an ou deux, puis « on s'en sort » - du moins ceux qui en ont témoigné s'en sont sortis.

La question se pose évidemment de savoir si cet épisode difficile est nécessaire ou peut être évité, ou ses risques, minimisés.

Il existe une vraie controverse à ce sujet : pour certains volontaires, « sortir du trou noir » relève de la responsabilité individuelle de chaque volontaire : à lui de mobiliser les compétences acquises, le réseau potentiel pour passer définitivement le cap ; pour d'autres, la responsabilité de l'institution est engagée : à elle d'offrir une continuation possible, de se placer aux côtés du volontaire, de lui permettre de mobiliser des ressources qui sont propres à l'institution.

La controverse est d'autant plus difficile à trancher que l'on doit s'efforcer d'éviter deux écueils contraires : « l'institutionnalisation⁵ » (certes paradoxale en milieu ouvert, mais possible quand même : beaucoup de volontaires déclarent qu'ils referaient une seconde année citoyenne si c'était possible), le défaussement (à chacun de gérer la suite).

Une voie étroite devra probablement être trouvée, probablement différenciée, si ce n'est sur mesure : par exemple une continuation du programme par un stage en insertion, une fois le volontaire plus assuré de son projet, après quelques mois de réflexion.

La question est concomitante d'une autre : le fait que le programme, pour des raisons de facilité institutionnelle⁶, offre deux durées, l'une complète (neuf mois), l'autre, restreinte (cinq mois). Là aussi, deux raisonnements sont en tension : l'expérience de l'interaction sociale postule un groupe étoffé et une réelle diversité ; l'acquisition de compétences implique une durée suffisante.

On peut considérer que ces deux controverses confirment que les variables déterminantes du programme sont bien l'expérience du temps et la difficulté de l'interaction dans les groupes mixtes.

Notes

- ¹ Chacun a été invité à s'exprimer en son nom propre, mais aussi à relater des éléments qui ont été vécus par son groupe.
- ² Un rapport complet des échanges a été rédigé par J. Fastrès et envoyé à chaque participant du « focus-group ».
- ³ P. Bourdieu, *Médiations pascalien-nes*, Paris, Seuil, 1997.
- ⁴ Dans une version faussement progressiste, on accusera même les institutions, par exemple scolaires, de n'en avoir pas laissé l'occasion...
- ⁵ Rappelons que Goffman désignait par là, à propos des institutions fermées, le fait, pour les « reclus », de ne plus pouvoir envisager d'autre avenir que de rester dans l'institution en épousant ses valeurs.
- ⁶ « Regarnir » les groupes après le départ de certains volontaires en cours de programme.